

Rapport financier trimestriel de

TRANSPORTS CANADA
(non audité)

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2023

TRANSPORTS CANADA

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

COMPTE RENDU SOULIGNANT LES RESULTATS, LES RISQUES ET LES CHANGEMENTS IMPORTANTS QUANT AU FONCTIONNEMENT, AU PERSONNEL ET AUX PROGRAMMES	- 3 -
1. INTRODUCTION	- 3 -
1.1 POUVOIR, MANDAT ET ACTIVITES DE PROGRAMME	- 3 -
1.2 METHODE DE PRESENTATION DU RAPPORT	- 3 -
2. FAITS SAILLANTS DES RESULTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS ET CUMULATIFS	- 4 -
2.1 ETAT DES AUTORISATIONS	- 4 -
2.2 TABLEAU DES DEPENSES BUDGETAIRES MINISTERIELLES PAR ARTICLE COURANT	- 5 -
3. RISQUES ET INCERTITUDES	- 7 -
4. CHANGEMENTS IMPORTANTS QUANT AU FONCTIONNEMENT, AU PERSONNEL ET AUX PROGRAMMES	- 8 -
ETAT DES AUTORISATIONS (NON AUDITE)	- 10 -
DEPENSES BUDGETAIRES MINISTERIELLES PAR ARTICLE COURANT (NON AUDITEES)	- 11 -

TRANSPORTS CANADA

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2023

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

1. Introduction

Le présent rapport financier trimestriel a été préparé par la direction tel qu'exigé par [l'article 65.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques](#) et selon les modalités prescrites dans la [Directive sur les normes comptables, GC 4400 Rapport financier trimestriel des ministères](#).

Le rapport trimestriel devrait être lu de concert avec le Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire des dépenses (A) et (B).

Ce rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'un audit externe ou d'un examen.

1.1 Pouvoir, mandat et activités de programme

Une description sommaire des activités de programme de Transports Canada est présentée dans le [Budget principal des dépenses \(Partie II\)](#).

1.2 Méthode de présentation du rapport

Ce rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser de Transports Canada accordées par le Parlement et utilisées par Transports Canada, de manière cohérente avec le Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire des dépenses (A) et (B) pour l'exercice 2023-2024. Ce rapport financier trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Lorsque le Parlement est dissous pour la tenue d'une élection générale, l'article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* autorise le gouverneur général, sous certaines conditions, à émettre un mandat spécial autorisant le gouvernement à retirer des fonds du Trésor. Un mandat spécial est considéré comme un crédit relatif à l'exercice au cours duquel il a été établi.

Transports Canada utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur les résultats ministériels. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

TRANSPORTS CANADA

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2023

2. Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

2.1 État des autorisations

Les autorisations totales disponibles de Transports Canada ont augmenté d'environ 797,3 millions de dollars, passant de 3 426,5 millions de dollars au 31 décembre 2022 à 4 223,8 millions de dollars au 31 décembre 2023, tel que résumé ci-après :

Tableau 1 : Changements importants dans les autorisations (en milliers de dollars) :

Autorisations ⁽²⁾	2023-2024 ⁽¹⁾	2022-2023 ⁽¹⁾	Variance
Crédit 1 – Dépenses nettes de fonctionnement	1 223 486	898 257	325 229
Crédit 5 – Dépenses en capital	285 912	134 415	151 497
Crédit 10 – Subventions et contributions	2 450 252	2 152 401	297 851
Autorisations législatives budgétaires ⁽²⁾	264 144	241 398	22 746
Autorisations totales	4 223 794	3 426 471	797 323

Notes :

(1) Les chiffres étant arrondis, leur somme pourrait ne pas correspondre au total indiqué ou détails fournis ailleurs.

(2) Voir l'État des autorisations pour plus de détails.

L'état des autorisations présenté à la fin du rapport présente les autorisations totales disponibles, les autorisations utilisées au cours du trimestre, le cumul des autorisations utilisées pour l'exercice en cours, ainsi que les chiffres comparatifs de l'exercice précédent. Par rapport à l'année précédente, les principales variations observées au 31 décembre 2023 sont expliquées ci-après.

2.1.1 Crédit 1 – Dépenses nettes de fonctionnement (augmentation de 325,2 millions de dollars)

Les dépenses de fonctionnement prévues ont augmenté de 325,2 millions de dollars de 2022-2023 à 2023-2024 notamment expliquées par les facteurs suivants :

- Augmentation des autorités de :
 - 211,7 millions de dollars en financement pour aller de l'avant avec le train à grande fréquence entre Toronto et la ville de Québec ;
 - 55,0 millions de dollars en financement pour les nouveaux taux de rémunération des différentes conventions collectives ;
 - 15,7 millions de dollars en financement pour augmenter l'efficacité et la résilience de la chaîne d'approvisionnement du Canada ; et
 - 13,1 millions de dollars en financement pour les initiatives de modernisation de la sûreté et sécurité aérienne.

TRANSPORTS CANADA

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2023

2.1.2 Crédit 5 – Dépenses en capital (augmentation de 151,5 millions de dollars)

Les dépenses en capital autorisées ont augmenté de 151,5 millions de dollars de 2022-2023 à 2023-2024 expliquées largement par les facteurs suivants :

- Augmentation dans les dépenses prévues de :
 - 81,3 millions de dollars pour l’approvisionnement du NM Fanafjord pour améliorer le service de traversier entre l’Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse et d’autres projets d’investissement ;
 - 43,4 millions de dollars pour l’entretien des aéroports de l’État et du port de Cap-aux-Meules ;
 - 14,6 millions de dollars pour le Plan de protection des océans ; et
 - 11,4 millions de dollars pour accélérer le déploiement de véhicules moyens et lourds zéro émission.

2.1.3 Crédit 10 – Subventions et contributions (augmentation de 297,9 millions de dollars)

Les autorisations de subventions et de contributions ont augmenté de 297,9 millions de dollars de 2022-2023 à 2023-2024 expliquées en grande partie par les facteurs suivants :

- Augmentation dans les dépenses prévues de :
 - 429,6 millions de dollars pour le Programme d’incitatifs pour l’achat de véhicules zéro émission (iVZE) ;
 - 29,7 millions de dollars pour le Programme d’amélioration de la sécurité ferroviaire ;
 - 23,9 millions de dollars pour le Fonds pour les portes d’entrée et les passages frontaliers ; et
 - 10,0 millions de dollars pour le projet de la Voie de contournement ferroviaire de Lac-Mégantic.
- Compensée par une diminution dans les dépenses prévues de :
 - 78,7 millions de dollars pour le Programme des infrastructures essentielles des aéroports ;
 - 65,2 millions de dollars pour le Programme d’aide aux immobilisations aéroportuaires ; et
 - 51,0 millions de dollars pour le Fonds national des corridors commerciaux.

2.1.4 Autorisations législatives budgétaires (augmentation de 22,7 millions de dollars)

Les dépenses prévues pour les autorisations législatives budgétaires ont augmenté de 22,7 millions de dollars principalement en raison d’une augmentation du financement de 12,5 millions de dollars pour l’entente de la Voie maritime du Saint-Laurent avec la Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent (CGVMSSL), une augmentation de 5,8 millions de dollars en contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés ainsi qu’une augmentation en financement de 4,5 millions de dollars pour le programme de subvention pour l’ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland. La CGVMSSL est responsable de gérer et d’exploiter la Voie maritime et d’entretenir, de réparer, d’acquérir et de remplacer les actifs de la Voie maritime navigable appartenant au gouvernement. Transports Canada est responsable de financer les besoins financiers de la CGVMSSL nets de ces revenus.

2.2 Tableau des dépenses budgétaires ministérielles par article courant

Le tableau des dépenses budgétaires ministérielles par article courant présenté à la fin du rapport, dresse la liste des dépenses annuelles prévues, des dépenses pour le trimestre et le cumul des dépenses pour l’exercice en cours ainsi que les chiffres comparatifs de l’exercice précédent. Globalement, le cumul des dépenses à la fin du troisième trimestre de 2023-2024 représente 43,7 % des dépenses annuelles prévues, ce qui est plus élevé que celui du troisième trimestre (35,0 %) de 2022-2023.

Historiquement, la plupart des dépenses de grande valeur en subventions et contributions pour des projets d’infrastructure se produisent au cours du quatrième trimestre. Cela est attribuable au fait que la majorité des bénéficiaires soumettent leurs demandes de remboursement au dernier trimestre suivant la période de construction de l’été et de l’automne. Pour certaines catégories de dépenses de fonctionnement, les dépenses cumulatives réelles représentent seulement une petite partie des dépenses prévues, ce qui est consistant avec les années précédentes et avec les autres ministères du gouvernement fédéral. Ceci est surtout attribuable à un

TRANSPORTS CANADA

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2023

décalage entre la date où les biens ou services ont été obtenus et le moment lorsque les factures ont été reçues. De plus, il y a une augmentation des coûts opérationnels dans le dernier trimestre une fois que les réaffectations des budgets internes sont complétées, ainsi que lors de l'augmentation du financement pour les nouvelles initiatives dont les dépenses seront principalement encourues au quatrième trimestre. De plus, une portion significative des crédits de subventions et contributions devrait être reportée aux années futures.

Les écarts significatifs entre les deux années au 31 décembre 2023 sont comme suit :

Dépenses prévues

○ **Personnel**

Les dépenses prévues reliées au *Personnel* pour l'année 2023-2024 comparée à 2022-2023 ont augmenté d'environ 118,3 millions de dollars en raison de nouveaux fonds destinés pour les nouveaux taux de rémunération des différentes conventions collectives et l'augmentation des salaires pour le programme de train à grande fréquence ainsi que divers programmes dans l'ensemble de l'organisation.

○ **Services professionnels et spéciaux**

Les dépenses prévues reliées aux *Services professionnels et spéciaux* pour l'année 2023-2024 comparée à 2022-2023 ont augmenté d'environ 8,4 millions de dollars principalement en raison de nouveaux fonds destinés aux études techniques, planification, consultation, études et évaluations environnementales pour le programme de train à grande fréquence.

○ **Acquisition de terrains, bâtiments et travaux**

Les dépenses prévues reliées aux *Acquisitions de terrains, bâtiments et travaux* pour l'année 2023-2024 comparée à 2022-2023 ont augmenté d'environ 42,5 millions de dollars principalement en raison d'une augmentation du financement pour l'entretien des aéroports de l'État et du port de Cap-aux-Meules.

○ **Acquisition de machinerie et matériel**

Les dépenses prévues reliées aux *Acquisitions de machinerie et matériel* pour l'année 2023-2024 comparée à 2022-2023 ont augmenté d'environ 90,7 millions de dollars principalement en raison d'une augmentation du financement pour l'approvisionnement du NM Fanafjord pour améliorer le service de traversier entre l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse et d'autres projets d'investissement.

○ **Paiements de transfert**

Les dépenses prévues reliées aux *Paiements de transfert* pour l'année 2023-2024 comparée à 2022-2023 ont augmenté d'environ 302,3 millions de dollars. Les causes de la variation sont expliquées à la section 2.1.3.

○ **Autres subventions et paiements**

Les dépenses prévues reliées aux *Autres subventions et paiements* pour l'année 2023-2024 comparée à 2022-2023 ont augmenté d'environ 253,2 millions de dollars principalement en raison d'une augmentation du financement pour le programme de train à grande fréquence. Il est prévu qu'une portion significative des autorisations pour le programme de train à grande fréquence soient reportées aux prochaines années.

Dépenses cumulatives

○ **Personnel**

Les dépenses cumulatives reliées au *Personnel* au 31 décembre 2023 ont augmenté d'environ 105,2 millions de dollars par rapport à 2022-2023. L'écart s'explique principalement par une augmentation des salaires et traitements rétroactifs versés pour les salaires liés aux exercices précédents et à l'exercice en cours à la suite de la ratification et de la signature de nouvelles conventions collectives ainsi qu'une augmentation du nombre d'employés pour le programme de train à grande fréquence et d'autres programmes dans l'ensemble de l'organisation.

TRANSPORTS CANADA

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2023

○ Services professionnels et spéciaux

Les dépenses cumulatives reliées aux *Services professionnels et spéciaux* au 31 décembre 2023 ont augmenté d'environ 41,9 millions de dollars par rapport à 2022-2023. L'écart s'explique principalement par une augmentation en dépenses reliées aux services professionnels pour le projet de la Voie de contournement ferroviaire de Lac-Mégantic, une augmentation des coûts reliés au programme du train à grande fréquence et une augmentation en dépenses reliées aux consultants en technologies de l'information pour le développement et l'entretien d'applications et de bases de données.

○ Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

Les dépenses cumulatives reliées aux *Acquisition de terrains, bâtiments et travaux* au 31 décembre 2023 ont augmenté d'environ 38,1 millions de dollars par rapport à 2022-2023. L'écart s'explique principalement par une augmentation des investissements pour le complexe du Programme national de surveillance aérienne, le remplacement des aides visuelles à l'aéroport de Kuujuaq ainsi que la construction d'un garage pour les balayeuses et la mise à niveau du système électrique à l'aéroport de Wabush.

○ Paiements de transfert

Les dépenses cumulatives reliées aux *Paiements de transfert* au 31 décembre 2023 ont augmenté d'environ 459,6 millions de dollars par rapport à 2022-2023 expliquées en grande partie par les facteurs suivants :

Une augmentation dans les dépenses prévues de :

- 305,5 millions de dollars pour le Programme d'incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission ;
- 147,8 millions de dollars pour le Fonds national des corridors commerciaux ;
- 48,4 millions de dollars pour le Programme des infrastructures essentielles des aéroports ;
- 10,0 millions de dollars pour la Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs ; et
- 7,4 millions de dollars pour le projet de la Voie de contournement ferroviaire de Lac-Mégantic.

Compensées par une diminution dans les dépenses cumulatives prévues de :

- 52,2 millions de dollars pour le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires ;
- 6,1 millions de dollars pour la Contribution à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs ; et
- 2,9 millions de dollars pour le Programme de formation et contribution dans le domaine maritime.

○ Autres subventions et paiements

Les dépenses cumulatives reliées aux *Autres subventions et paiements* au 31 décembre 2023 ont diminué d'environ 12,1 millions de dollars par rapport à 2022-2023. L'écart s'explique principalement par une diminution de :

- 8,0 millions de dollars en raison du financement pour la Corporation de Gestion de la Voie Maritime du Saint-Laurent comparé à l'an dernier ; et
- Un paiement non récurrent de 8,4 millions de dollars au Gouvernement du Québec en 2022-2023 pour l'échangeur Dorval de l'autoroute 50 sous le programme du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique.

Compensées par une augmentation dans les dépenses cumulatives prévues de :

- 6,8 millions de dollars en remboursement pour des études relatives à l'initiative de commercialisation des opérations de l'administration de contrôle désignée dans le cadre d'un accord de remboursement des dépenses.

3. Risques et incertitudes

Transports Canada tient à jour un profil de risque ministériel intégré qui identifie et évalue les risques de haut niveau qui pourraient affecter la réalisation de ses objectifs et de ses priorités. L'identification des risques et l'élaboration de réponses aux risques contribuent à la prise de décisions liées à l'établissement des priorités, la planification, l'affectation des ressources, l'élaboration de politiques, la gestion de programmes et l'établissement de rapports sur le rendement du Ministère.

TRANSPORTS CANADA

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2023

L'environnement économique actuel expose Transports Canada à un large éventail de risques financiers et économiques externes, comme l'inflation et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale, qui pourraient limiter la capacité de Transports Canada à livrer ses programmes et à remplir son mandat dans ce contexte. Au cours des dernières années, Transports Canada a amélioré les cadres de résilience afin d'atténuer les perturbations dues aux menaces environnementales et économiques à l'infrastructure de transport essentielle du Canada. Le Ministère continuera de mettre en œuvre des mesures d'atténuation pour compenser ces risques externes et faciliter le rétablissement du réseau de transport. Transports Canada continuera également de collaborer avec les parties prenantes du gouvernement et de l'industrie pour mieux comprendre l'évolution de l'environnement des transports et développer des solutions novatrices et inclusives qui favorisent une reprise post-pandémique robuste.

Certains risques pourraient avoir des impacts financiers s'ils venaient à se réaliser ; par exemple, de nombreux facteurs qui affectent le calendrier des paiements de transfert échappent au contrôle du ministère et pourraient nécessiter le report de crédits aux années subséquentes. Pour minimiser ces impacts, Transports Canada surveille en permanence le financement de ses programmes et ses dépenses, y compris une revue mensuelle des plans et des prévisions par la haute direction.

Pour faire face aux risques associés aux problèmes de paye liés à Phénix, le Ministère a considérablement augmenté le nombre de ressources au sein de son unité de rémunération. De plus, Transports Canada a mis en place un système de gestion des dossiers d'indemnisation, introduit de nouveaux processus opérationnels pour le recouvrement des trop-payés et participe à une initiative sur l'intégrité des données avec d'autres ministères. Grâce à sa capacité accrue et à la mise en œuvre de nouvelles initiatives, le ministère a considérablement réduit son arriéré de problèmes de paie dans Phénix depuis janvier 2020.

Transports Canada met actuellement en œuvre des initiatives majeures qui comportent des risques liés à la coordination, la coopération et la performance interministérielle, ainsi qu'avec les résultats suite aux consultations auprès des intervenants clés dans le secteur des transports et des groupes autochtones. Il y a des risques et des incertitudes associés à la mise en œuvre des changements législatifs nécessaires, à l'introduction de nouvelles initiatives de recouvrement des coûts et à la réalisation des économies prévues résultant des opportunités d'efficacités identifiées. Les initiatives de transformation de Transports Canada visent également à améliorer la viabilité financière du Ministère tout comme la réglementation de l'environnement dans les prochaines années.

Les défis liés au renouvellement, au développement et à la rétention d'une base diversifiée de talents représentent un risque pour la plupart des organisations. Transports Canada atténue ce risque grâce à diverses initiatives de dotation, de recrutement et de rétention, grâce à sa stratégie de planification de la relève, ainsi qu'en lançant rapidement des processus de dotation et en ayant du personnel expérimenté occupant de façon intérimaire des postes vacants.

4. Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Le changement suivant dans les cadres supérieurs est survenu au cours du troisième trimestre :

- À la suite de la clôture du troisième trimestre, le premier ministre Justin Trudeau a annoncé le 29 janvier que Dominic Rochon, actuellement sous-ministre délégué des Transports, devient dirigeant principal de l'information du Canada, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, à compter du 12 février 2024.

TRANSPORTS CANADA

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2023

Approuvé par :

Original signé par

Arun Thangaraj
Sous-ministre
Ottawa, Canada

19 février 2024

Ryan Pilgrim, CPA, CA
Dirigeant principal des finances
Ottawa, Canada

14 février 2024

TRANSPORTS CANADA

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2023

État des autorisations (non audité)

<i>(en milliers de dollars)</i>	Exercice 2023-2024			Exercice 2022-2023		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024 ⁽¹⁾	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2023	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023 ⁽¹⁾	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2022	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	1 320 908	302 520	746 917	982 498	226 299	622 250
Crédit 1 – Revenus à valoir sur le crédit	(97 422)	(25 679)	(64 873)	(84 241)	(23 197)	(60 385)
Crédit 1 – Dépenses nettes de fonctionnement	1 223 486	276 841	682 044	898 257	203 102	561 865
Crédit 5 – Dépenses en capital	285 912	77 471	109 391	134 415	25 871	51 203
Crédit 10 – Subventions et contributions	2 450 252	513 453	838 065	2 152 401	220 272	382 755
Autorisations législatives budgétaires						
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	110 508	23 795	79 315	104 749	21 693	65 080
Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile	95	24	71	93	23	69
Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada – le pont Victoria, Montréal	3 300	466	3 300	3 300	765	3 300
Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland	75 618	-	77 179	71 100	-	72 866
Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent	74 623	40 451	56 571	62 156	39 314	66 039
Autorisations législatives budgétaires totales	264 144	64 736	216 436	241 398	61 795	207 354
Autorisations totales	4 223 794	932 501	1 845 936	3 426 471	511 040	1 203 177

Note :

(1) N'incluent que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

TRANSPORTS CANADA

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2023

Dépenses budgétaires ministérielles par article courant (non auditées)

<i>(en milliers de dollars)</i>	Exercice 2023-2024			Exercice 2022-2023		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024	Dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2023	Cumul des dépenses à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023	Dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2022	Cumul des dépenses à la fin du trimestre
Dépenses:						
Personnel	884 583	234 933	632 756	766 291	179 519	527 564
Transports et communications	18 068	8 136	19 881	22 964	7 317	16 153
Information	8 205	1 723	3 983	11 156	1 560	3 405
Services professionnels et spéciaux	254 444	78 640	151 988	246 001	58 247	110 110
Location	14 989	4 397	15 124	12 818	2 915	11 300
Réparation et entretien	15 106	8 545	14 817	13 745	5 269	9 427
Services publics, fournitures et approvisionnements	15 446	4 975	13 637	16 159	5 399	15 241
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	119 982	71 816	93 413	77 461	31 888	55 316
Acquisition de machinerie et matériel	182 282	23 965	36 676	91 583	16 926	34 006
Paiements de transfert	2 529 170	513 919	918 544	2 226 802	221 037	458 921
Autres subventions et paiements	278 941	7 131	9 990	25 732	4 160	22 119
Dépenses budgétaires brutes totales	4 321 216	958 180	1 910 809	3 510 712	534 237	1 263 562
Moins les revenus affectés aux dépenses:						
Recettes nettes en vertu d'un crédit	(97 422)	(25 679)	(64 873)	(84 241)	(23 197)	(60 385)
Total des revenus affectés aux dépenses	(97 422)	(25 679)	(64 873)	(84 241)	(23 197)	(60 385)
Dépenses budgétaires nettes totales	4 223 794	932 501	1 845 936	3 426 471	511 040	1 203 177